

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1060 le 20 janvier 2019

Dans ce numéro

Une vingtaine de morts après un attentat à la voiture piégée dans le sud de la capitale colombienne...

(Page 2)

Une trentaine de voyageurs enlevés par des séparatistes anglophones présumés dans le sud-ouest du Cameroun...

(Page 3)

La rébellion islamique active dans le nord du Mozambique inquiète les groupes pétroliers...

(Page 4)

Vers un renforcement de la présence militaire américaine dans l'Arctique...

(Page 5)

La menace biologique de la Corée du Nord serait sous-estimée selon certains spécialistes...

(Page 6)

Au Zimbabwe, internet coupé sur ordre du gouvernement...

(Page 8)



FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Le développement rapide de nouvelles armes chinoises inquiète le département américain de la Défense...

Un rapport du département américain de la Défense s'inquiète du développement rapide d'armes par la Chine, ajoutant que Pékin domine déjà le monde dans certains domaines. Le rapport « Puissance militaire chinoise » a été publié par l'Agence de renseignement de la Défense mardi. Le document précise que la Chine a acquis des technologies par tous les moyens possibles, tels que l'usage de lois en vigueur dans le pays pour contraindre les partenaires étrangers d'entreprises à capital-risque à partager leurs technologies. Le rapport indique par ailleurs que Pékin est sur le point de déployer des systèmes d'armes modernes. Il cite le développement par la Chine d'armes hypersoniques, qui seraient capables de contourner les réseaux de systèmes antimissiles américains et un système mobile de missiles antinavire conçu pour attaquer des porte-avions. Pour certains observateurs, le rapport du département de la Défense souligne la nécessité pour l'armée américaine d'améliorer rapidement son arsenal militaire pour contrer les forces chinoises de plus en plus modernes.

(Radio Japon international, le 16-01-2019)

La Rand Corporation craint que la capacité nucléaire nord-coréenne prenne de l'ampleur...

La Corée du Sud, les États-Unis et la Chine devront faire front commun face aux problèmes complexes qui pourraient se produire dans la péninsule coréenne, en supposant que la capacité nucléaire nord-coréenne prenne de plus en plus d'ampleur. C'est du moins ce que met en avant la RAND Corporation, une institution américaine de conseil et de recherche, dans un récent rapport intitulé « Quatre questions sur la péninsule coréenne ». Le Think Tank estime que la Corée du Nord disposerait actuellement de 15 à 60 ogives nucléaires, et ce chiffre pourrait s'élever de 30 à 100 d'ici 2020. Une estimation qui émane du pronostic fait par l'Institut Corée-USA, rattaché à l'École d'études internationales avancées (SAIS) de l'Université Johns Hopkins. Le rapport indique par ailleurs que le pays communiste verrouille quelque 14 000 pièces d'artillerie et 2 500 à 5 000 tonnes d'armes chimiques sur la région métropolitaine de Séoul. Ce qui empêcherait de frapper en premier les installations nucléaires et balistiques nord-coréennes. Ce n'est pas tout. Le document prévoit qu'en cas d'attaque du Nord, il sera difficile d'évacuer en même temps 25 millions de civils sud-coréens, un million de Chinois et 150 000 Américains. Dans la foulée, il avertit que ces trois nations devraient se préparer aussi à la stabilisation du régime de Kim Jong-un en cas d'urgence au nord du 38e parallèle, tels le problème des réfugiés nord-coréens et les négociations sur le contrôle de l'armée nord-coréenne. La RAND Corporation a été fondée en 1948 par l'armée de l'air des États-Unis et la Douglas Aircraft Company pour des études en matière de défense nationale.

(KBS World Radio, le 17-01-2019)

Une vingtaine de morts après un attentat à la voiture piégée dans le sud de la capitale colombienne...

Trois jours de deuil national ont été décrétés par le président Ivan Duque. La Colombie est sous le choc après l'attentat d'hier après-midi à Bogota, le plus meurtrier dans le pays depuis 2003. Dans le sud de la capitale, une camionnette piégée a explosé à l'issue d'une cérémonie de promotion de jeunes officiers. Vingt-et-une personnes ont été tuées, soixante-huit autres blessées. Ivan Duque ne se reposera pas tant que le reste des terroristes impliqués ne sera pas présenté à la justice. C'est ce qu'il a déclaré hier lors d'une allocution télévisée. Le chef de l'État a qualifié l'attaque de « misérable acte terroriste ». Depuis son arrivée au pouvoir en août 2018, Ivan Duque a durci la lutte contre le trafic de drogue et contre l'ELN (l'Armée de libération nationale), car si l'attentat n'est pas encore revendiqué, c'est bien vers l'ELN que tous les regards sont tournés. Selon les premières informations, la voiture utilisée pour l'attaque avait passé cet été un contrôle technique dans un département près de la frontière vénézuélienne où est présente la guérilla colombienne. C'est l'attaque la plus meurtrière à Bogota ces quinze dernières années. En Colombie, la police est régulièrement la cible d'attentats. Il y a un an, elle avait été visée par une attaque à la voiture piégée revendiquée cette fois par l'ELN. Avec environ 1 800 combattants l'Armée de libération nationale est considérée comme la dernière guérilla de Colombie et malgré la paix signée avec les FARC, le pays reste noyauté par une guerre fratricide. *(Radio Vatican, le 18-01-2019)*

À Kaboul, quatre morts et une centaine de blessés après un attentat au camion piégé revendiqué par les taliban...

Les taliban ont revendiqué l'explosion hier soir d'un camion piégé à Kaboul dans laquelle au moins quatre personnes ont été tuées et plus de cent autres blessées. Les taliban ont promis de nouvelles attaques dans la capitale afghane. Leur porte-parole Zabihullah Mujahid a indiqué via la plateforme de messagerie *WhatsApp* que quatre assaillants étaient impliqués dans l'attaque d'un complexe sécurisé où logeaient jusqu'à récemment de nombreux étrangers, mais qui était en partie vide lundi soir. *(Deutsche Welle, le 15-01-2019)*

À Nairobi, 21 morts après une attaque contre un complexe hôtelier revendiquée par Al-Shabaab...

Au Kenya, les forces de sécurité ont passé au peigne fin hier le complexe hôtelier de Nairobi où cinq islamistes shabaab somaliens ont semé la terreur mardi et mercredi tuant 21 personnes. Dans la matinée, le président Uhuru Kenyatta est venu annoncer la fin de cette attaque à l'issue d'un siège de 20 heures. Les cinq assaillants sont tous morts. Selon le centre américain de surveillance des sites internet djihadistes *SITE*, les shabaab disent avoir agi en représailles au transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem et ce conformément aux instructions du chef d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, de s'en prendre à des intérêts occidentaux et israéliens. *(La voix de l'Amérique, le 17-01-2019)*

Intensification des frappes américaines contre les islamistes somaliens d'Al-Shabaab...

Selon l'armée américaine, 52 membres du groupe islamiste auraient trouvé la mort dans un raid aérien, samedi en Somalie. Il s'agissait de représailles aux attaques perpétrées par des militants d'Al-Shabaab contre une base militaire somalienne. Les victimes seraient des activistes du groupe et aucun civil n'aurait été touché. Al-Shabaab a revendiqué l'attentat mené mardi contre un hôtel de luxe abritant des bureaux administratifs à Nairobi, au Kenya, pays voisin. 21 personnes ont été tuées. Selon la presse locale, le groupe entend protester contre la reconnaissance de Jérusalem par le président américain Donald Trump comme capitale d'Israël. L'administration Trump intensifie ses raids aériens contre l'organisation Al-Shabaab. L'armée américaine prévoit de continuer à réprimer le groupe en coopération avec les soldats de Somalie et des pays voisins. *(Radio Japon international, le 20-01-2019)*

Une quinzaine de djihadistes présumés tués dans des frappes aériennes françaises, dans le centre du Mali...

Une quinzaine de djihadistes soupçonnés de préparer une attaque ont été tués le 10 janvier dans le centre du Mali par des frappes aériennes françaises, a annoncé l'état-major des armées françaises dans son point opérationnel hebdomadaire. « Le 10 janvier, des frappes aériennes ont été menées par

des *Mirage 2000* et un *Atlantique 2* de la force *Barkhane*, appuyés par un drone *Reaper*, sur ce groupe terroriste localisé dans la zone de Dialoubé, au nord de Mopti, et une quinzaine de terroristes a été mise hors de combat » selon l'état-major. « Ces succès ont permis de réduire le niveau de menace dans cette région peu accessible du delta intérieur du Niger et s'inscrivent dans la continuité d'opérations menées conjointement avec les forces maliennes, mi-décembre et début janvier » se félicitent les armées françaises. « Une série d'opérations menées début janvier avec les forces maliennes dans la forêt de Serma, centre-est, ont permis de démanteler des camps d'entraînement, de saisir de l'armement et de collecter des renseignements selon lesquels un groupe de terroristes en lien avec le centre de formation démantelé s'apprêtait à conduire une action contre une emprise institutionnelle symbolique dans la région de Dialoubé » détaille le communiqué. Une vingtaine de djihadistes avaient déjà été mis hors de combat lors de cet important coup de filet.

(Africa N°1, le 18-01-2019)

Plusieurs camps de déplacés incendiés par des membres présumés de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria...

Des combattants de Boko Haram ont attaqué une base militaire dans le nord-est du Nigeria et mis le feu à des camps de déplacés, ont indiqué mardi des sources militaires et humanitaires. L'attaque de Rann, à environ 175 km au nord de Maïduguri, la capitale de l'État du Borno, a commencé lundi en fin d'après-midi, forçant les civils à fuir. Elle porte la marque d'ISWAP, la faction de Boko Haram affiliée au groupe État islamique, qui cible essentiellement des positions militaires et a mis l'armée en déroute à de nombreuses reprises ces derniers mois. « Les terroristes ont pris le contrôle d'une position militaire à Rann après de violents combats » a déclaré à l'AFP, sous couvert d'anonymat, une source militaire basée à Maïduguri. Selon cette source, la mauvaise visibilité due à l'Harmattan, vent saisonnier, a empêché les avions de décoller, et sans soutien aérien, les troupes au sol ont dû battre en retraite. « Les terroristes ont mis le feu aux camps et aux abris de déplacés. La plupart des gens ont fui en brousse, mais nous ne savons pas encore s'il y a des victimes » a ajouté la source. Un travailleur humanitaire basé à Maïduguri a confirmé l'information : « Nous avons parlé avec des humanitaires à Rann qui ont affirmé que la ville avait été prise par l'ISWAP et que des camps avaient été incendiés. Ils ont dû fuir vers Bulale, du côté camerounais de la frontière. Les détails de l'attaque sont flous » a-t-il ajouté. Rann, qui accueille environ 35 000 déplacés, a été visé à plusieurs reprises par les insurgés depuis le début du conflit il y a dix ans, qui a fait plus de 27 000 morts.

(Africa N°1, le 15-01-2019)

Une trentaine de voyageurs enlevés par des séparatistes anglophones présumés dans le sud-ouest du Cameroun...

Plus de trente voyageurs ont été enlevés mardi par des séparatistes présumés sur un axe routier de la région du sud-ouest du Cameroun, une des deux régions anglophones du pays en proie à un conflit armé, a appris mercredi l'AFP auprès d'une source locale et d'une ONG. « Plus de trente personnes ont été kidnappées hier mardi sur l'axe reliant Buea à Kumba, dans la région du sud-ouest » a affirmé une source proche des autorités de cette région, confirmant une information d'un responsable d'une ONG de la zone. « Le rapt s'est produit lorsque des « cars de transport » ont été attaqués par des hommes armés, soupçonnés d'être des séparatistes qui ont pris les armes depuis plus d'un an pour exiger la création d'un État anglophone indépendant » a rapporté la source proche des autorités. L'axe sur lequel le kidnapping a eu lieu est devenu l'un des plus dangereux du pays en raison des assauts des séparatistes, selon les deux sources. Ceux-ci multiplient les enlèvements d'autorités, de militaires et policiers, ainsi que des civils dans les deux régions anglophones en crise du sud-ouest et du nord-ouest, d'une part pour maintenir la pression sur le régime de Yaoundé, et d'autre part pour exiger des rançons permettant aux groupes armés de tenir. Dimanche, une enseignante a été ainsi enlevée sur un autre axe routier du sud-ouest et sa famille a dû verser à ses ravisseurs une rançon de deux millions de francs CFA pour obtenir sa libération, de sources concordantes. Les séparatistes anglophones militent pour la création d'un État indépendant dans le nord-ouest et le sud-ouest, théâtres d'un conflit armé depuis fin 2017. Des affrontements entre l'armée et ces séparatistes armés, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent depuis, quasiment chaque jour. Dans ce conflit, se sont en outre invités bandits et pillards qui rackettent les populations et les entreprises.

(Africa N°1, le 16-01-2019)



La rébellion islamique active dans le nord du Mozambique inquiète les groupes pétroliers...

Dans l'extrême nord du Mozambique, une dizaine de civils ont été tués en une semaine dans des attaques attribuées aux islamistes. Quatre passagers d'un véhicule ont été tués samedi et quatre autres blessés alors qu'ils circulaient près de Manilha, non loin de la ville de Mocimboa da Praia. Le 6 janvier, sept personnes ont été assassinées dans des circonstances similaires à Ulumbi. Leur bus a été intercepté par un groupe d'hommes armés qui ont incendié le véhicule et pris la fuite. Une autre personne a été assassinée et découpée en morceaux près de Nailwa. Depuis plus d'un an, un groupe connu sous le nom de Shabaab, qui signifie jeunes en arabe, multiplie les attaques contre les villages de la province de Cabo Delgado. Plus d'une centaine de civils ont été tués et des milliers contraints de quitter leur maison. Cette rébellion inquiète Maputo et les groupes pétroliers qui ont commencé à s'installer dans la région pour exploiter de grands gisements de gaz offshore.

(La voix de l'Amérique, le 15-01-2019)

Une dizaine de civils ont été tués en une semaine sur les routes de l'extrême nord du Mozambique lors d'attaques attribuées aux islamistes qui y sèment la terreur depuis un an ; un changement dans leur stratégie qui ne visait jusque-là que les villages. Samedi à l'aube, quatre passagers d'un véhicule ont été tués et quatre autres blessés alors qu'ils circulaient près de la bourgade de Manilha, non loin de la ville de Mocimboa da Praia, a déclaré à l'AFP un policier ayant requis l'anonymat. Le 6 janvier, sept personnes avaient été assassinées dans des circonstances similaires à Ulumbi, non loin de là, a-t-on appris de sources locales. Leur bus a été intercepté par un groupe d'hommes armés qui les ont assassinés avant d'incendier le véhicule et de prendre la fuite, selon les mêmes sources. « Les véhicules de transport public circulent avec un militaire à bord pour les protéger, mais ça ne les empêche pas d'être attaqués » a expliqué ce policier. « Les chauffeurs et les passagers préfèrent ne pas embarquer de soldats, ils disent qu'ils sont des cibles lorsqu'ils en ont un à bord » a-t-il poursuivi. Depuis plus d'un an, un groupe djihadiste sème la terreur dans la province du Cabo Delgado, en multipliant les attaques meurtrières contre les villages. Plus d'une centaine de civils ont été tués lors de ces raids et des milliers d'autres contraints de quitter leurs maisons, systématiquement incendiées. « Les assaillants nous ordonnent de quitter les villages. Ils considèrent que ce sont des zones libérées du gouvernement et ils ne veulent voir personne y vivre » a indiqué à l'AFP un chef local qui a préféré taire son nom. Le président mozambicain Filipe Nyusi a répété à de nombreuses reprises sa détermination à neutraliser les islamistes. Human Rights Watch (HRW) a accusé le mois dernier les forces de sécurité de graves violations des droits de l'Homme. Plusieurs journalistes ont également été arrêtés dans cette zone. L'un d'entre eux y est détenu depuis une semaine.

(Africa N°1, le 15-01-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En Allemagne, arrestation d'un conseiller de l'armée accusé d'espionnage au profit de l'Iran...

La justice allemande a déclaré, mardi 15 janvier, avoir arrêté Abdel Hamid S., un conseiller culturel et linguistique de l'armée en Rhénanie, dans l'ouest de l'Allemagne, soupçonné d'avoir transmis des informations à un service de renseignement iranien. Âgé de 50 ans, Abdel Hamid S. a la double nationalité allemande et afghane. Selon *Der Spiegel*, le prévenu espionnait pendant des années l'armée allemande et avait accès à des informations hautement sensibles, dont la mission allemande en Afghanistan. La nouvelle a été confirmée par le ministère allemand de la Défense qui a toutefois refusé de fournir plus de détails.

(Press TV, le 16-01-2019)

Discrète visite aux États-Unis du directeur des services de renseignement sud-coréens...

Le directeur du Service national du renseignement (NIS) sud-coréen aurait visité Washington la semaine dernière afin de coordonner les positions des deux alliés en amont des négociations de haut rang entre les États-Unis et la Corée du Nord. Selon une source à Washington, Suh Hoon serait arrivé dimanche dernier dans la capitale américaine pour s'entretenir avec la chef de l'Agence centrale de renseignement (CIA) Gina Haspel. Ils auraient échangé des informations sur l'évolution de la situation dans le royaume ermite en vue de faire avancer les négociations sur la dénucléarisation entre Washington et P'yongyang. Kim Yong-chol, l'un des principaux collaborateurs du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, est arrivé jeudi à Washington dans le cadre des négociations avec le secrétaire d'État américain Mike Pompeo pour organiser le deuxième sommet entre leurs leaders. Le chef des services

secrets sud-coréens Suh Hoon est un fin connaisseur de la question nord-coréenne. Il a effectué plusieurs voyages aux États-Unis et joué un rôle crucial pour débloquer les discussions trilatérales.
(KBS World Radio, le 18-01-2019)

... MILITAIRE ...

Vers un renforcement de la présence militaire américaine dans l'Arctique...

Le secrétaire à la Marine des États-Unis, Richard Spencer, a laissé entendre qu'il enverrait un groupe de navires dans l'Arctique cet été pour renforcer la présence du pays dans la zone polaire. La banquise dans l'Arctique ne cesse de fondre en raison du réchauffement climatique. En conséquence, plus de zones navigables et de nouvelles routes d'expédition s'ouvrent pour l'exploration. La marine américaine est régulièrement présente dans l'Arctique depuis les années 1960, mais cette présence s'est plutôt marquée avec des sous-marins ou des avions de patrouille, qu'avec des navires de guerre à la surface de l'eau, a déclaré M. Spencer lors d'un rassemblement organisé le 8 janvier par le Think Tank « Centre pour une nouvelle sécurité américaine », selon le site internet de l'Institut naval des États-Unis (USNI). « Pour cet été, le chef des opérations navales et moi-même avons discuté de la possibilité que certains navires transitent dans l'Arctique. Ce sera une tâche multi-services, je pense que la garde côtière sera impliquée » a fait savoir M. Spencer. Réagissant aux activités accrues de Moscou dans la région de l'Arctique au nom de recherche et de sauvetage, M. Spencer a indiqué : « Je suppose que nous devrions aussi être là-bas pour la recherche et le sauvetage ».

(Radio Chine internationale, le 14-01-2019)

Signature d'un protocole d'entente portant sur la rénovation et l'expansion de la base aérienne d'Al-Oudeid au Qatar...

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo et son homologue qatari le cheikh Mohammed Ben Abdulrahman Al-Thani ont signé dimanche un protocole d'entente concernant la rénovation et l'expansion de la base aérienne d'Al-Oudeid. Al-Oudeid, considérée comme la plus grande base américaine au Moyen-Orient, héberge environ 10 000 soldats américains, ainsi que des dizaines d'appareils de combat et de soutien. « Nous sommes tous plus forts lorsque nous travaillons ensemble. Les disputes entre pays partageant un objectif commun ne sont jamais utiles » a indiqué M. Pompeo lors d'une conférence de presse, en référence au boycott imposé contre le Qatar par l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis (EAU) et l'Égypte. Au début du mois, Anthony Zinni, ancien commandant du Commandement central américain, a démissionné de ses fonctions d'envoyé spécial chargé de régler cette dispute. « Le départ de M. Zinni ne reflète en aucun cas un changement dans les efforts des États-Unis au Moyen-Orient, dans notre stratégie ou dans notre engagement dans la région. Il avait simplement besoin de changement... Il a pris cette décision parce qu'il voulait passer à autre chose, mais la détermination des États-Unis reste inchangée » a précisé M. Pompeo.

(Radio Chine internationale, le 14-01-2019)

Washington va procéder à des tirs d'essai de missiles près Okinawa...

L'armée américaine a annoncé aux forces de la Défense du Japon son intention de procéder pour la première fois cette année au tir d'essai de missiles près de l'île d'Okinawa. « Les États-Unis ont pris cette mesure en vue de dissuader la Chine de renforcer sa capacité militaire » a écrit un quotidien japonais. Le système lance-roquettes multiple américain HIMARS, capable de lancer des missiles balistiques de longue portée et destiné à viser des bateaux, sera testé, ainsi que le missile ATACMS, rapporte le quotidien. L'ATACMS est fabriqué par Lockheed Martin. Il a une portée d'environ 186 miles. Les autorités du département américain de la Défense ont annoncé qu'il s'agissait du premier tir d'essai de missile à l'intérieur du Japon. Et ce, alors que la Chine aurait transféré ses missiles antinavires « tueurs de porte-avions » dans le nord du pays.

(Press TV, le 15-01-2019)

Des missiles Dong-Feng 260 auraient été déployés dans le nord-ouest de la Chine...

The National Interest a écrit dans son numéro du lundi 14 janvier que la Chine aurait déployé des missiles Dong-Feng 260, appelés « tueurs de porte-avions », dans le nord-ouest du pays en vue de se protéger contre les missiles de la marine américaine présents dans la région. Et ce, alors que récemment, Pékin a critiqué le déploiement d'un navire de guerre des États-Unis dans la région. D'après le ministère chinois des Affaires étrangères, les avions et les navires de l'armée chinoise ont

identifié un navire US avant de le sommer de quitter les eaux des îles disputées en mer de Chine méridionale. Pékin a affirmé que ce navire avait violé la loi internationale et la souveraineté chinoise.
(*Press TV, le 15-01-2019*)

Exercices navals conjoints américano-britanniques en mer de Chine méridionale...

Les forces navales américaines et britanniques ont annoncé qu'ils organisaient leur premier exercice naval conjoint dans des eaux controversées de la mer de Chine méridionale depuis l'installation de bases à usage militaire et civil sur les îles artificielles que la Chine a construites dans l'archipel des Spratleys. Selon *Reuters*, les exercices interviennent au moment où Washington a demandé à ses alliés de maintenir et surtout d'intensifier la pression sur Pékin. La marine américaine a annoncé ce mercredi que le destroyer *USS Mc Campbell*, équipé de missiles guidés et basé à la base navale de Yokosuka au Japon, ainsi que le navire *HMS Argyll* de la marine royale britannique avaient été envoyés en mission en mer de Chine méridionale dans le but de répondre aux priorités de sécurité commune des manœuvres dans le domaine de la communication et autres, depuis vendredi. Un porte-parole de l'US Navy a déclaré que ces exercices conjoints en mer de Chine étaient sans précédent. Du moins depuis 2010, aucun exercice conjoint n'y avait eu lieu.

(*Press TV, le 17-01-2019*)

Trois bombardiers américains B-2 Spirit déployés à Hawaï...

Les tensions dans les relations entre la Chine et les États-Unis sont montées d'un cran. Les navires américains continuent de mener des opérations dans les eaux contestées de la mer de Chine méridionale malgré les protestations de Pékin. L'armée de l'air américaine a redéployé le 10 janvier trois bombardiers B-2 *Spirit* et plus de 200 aviateurs de la base aérienne Whiteman du Missouri à la base Pearl Harbor-Hickam située à Hawaï. Selon un communiqué officiel, le redéploiement fait partie de la rotation des bombardiers dans la région indo-pacifique. Ce déploiement intervient alors que le président chinois Xi Jinping a ordonné, vendredi 11 janvier, à l'armée du pays, de se tenir prête à se battre. « Les unités militaires doivent bien saisir l'importance de la sécurité et du développement national. Elles doivent pouvoir faire face aux crises et aux batailles qu'elles peuvent trouver sur leur chemin » a-t-il déclaré.

(*Press TV, le 15-01-2019*)

La Corée du Nord disposerait de 50kg de plutonium, selon le nouveau Livre blanc de la Défense sud-coréenne...

Dans son dernier Livre blanc, le ministre de la Défense sud-coréen a supprimé la mention qui faisait référence à la Corée du Nord comme un ennemi. Publiée mardi, l'édition 2018 du Livre blanc estime que la Corée du Nord est en possession d'environ 50 kilogrammes de plutonium à usage militaire, soit la même quantité statuée dans l'édition précédente. D'après le document, qui paraît tous les deux ans, la Corée du Nord possède également une quantité significative d'uranium enrichi. La précédente édition indiquait que le développement de l'uranium enrichi avançait. D'après le Livre blanc, les armes nord-coréennes de destruction massive sont une menace pour la sécurité et la paix de la péninsule coréenne. Mais la mention qui faisait référence depuis 2010 au régime nord-coréen et à son armée, comme ennemi de la Corée du Sud, ne figure plus dans l'édition 2018.

(*Radio Japon international, le 15-01-2019*)

La menace biologique de la Corée du Nord serait sous-estimée, selon certains spécialistes...

Si Washington et P'yongyang continuent de négocier le désarmement nucléaire de la Corée du Nord, les experts militaires craignent tout autant une autre menace, celle de l'arme biologique nord-coréenne. Le *New York Times* a associé le pays communiste à une telle attaque. Dans un article publié hier, le quotidien américain a relayé l'inquiétude de ces spécialistes. Selon eux, la menace biologique de P'yongyang n'est pas suffisamment prise au sérieux. Ses conséquences humaines peuvent toutefois être extrêmement dévastatrices. À en croire une récente analyse de l'Institut américain d'études internationales de Middlebury, citée par le journal, le régime de Kim Jong-un travaille en coopération avec des chercheurs étrangers pour se former aux biotechnologies et apprendre les technologies utilisées pour la fabrication des équipements nécessaires. Toujours selon le *New York Times*, les experts en la matière estiment que le Nord s'intéresse bel et bien aux biotechnologies et aux microbes. Leur estimation s'appuie sur les images satellites et les activités de l'État communiste sur internet.

(*KBS World Radio, le 16-01-2019*)

Vers une reprise prochaine des exercices militaires conjoints sud-coréano-américains...

Sud-Coréens et Américains reprendront début mars leurs exercices militaires conjoints dits *Key Resolve*. Selon une source de l'armée, ces manœuvres, axées sur la simulation au niveau des états-majors, débuteront plus précisément le 4 mars. Elles pourraient durer 10 à 14 jours. Et il est possible qu'elles soient rebaptisées. Quoi qu'il en soit, les deux alliés mènent actuellement leurs dernières discussions sur les détails. Le mois dernier, le ministère de la Défense a annoncé que cette année, ces exercices seraient effectués deux fois, respectivement avant juillet et dans le courant du second semestre. En revanche, les manœuvres *Foal Eagle*, qui mobilisent d'importants moyens, pourraient être menées plus tard que d'habitude et à plus petite échelle. Elles se tenaient habituellement en avril chaque année. On a par ailleurs appris que l'an dernier, le nombre des exercices sud-coréano-américains avait diminué dans le sillage du dialogue entre les deux Corées et entre Washington et P'yongyang. Le dernier Livre blanc sud-coréen sur la défense fait état d'un total de 77 occurrences, contre 102 en 2017.

(KBS World Radio, le 16-01-2019)

Le département américain de la Défense dévoile sa nouvelle stratégie antimissiles...

Le département américain à la Défense vient de révéler sa nouvelle stratégie antimissiles. Elle inclut un projet de déploiement de détecteurs dans l'espace, apparemment en réponse au développement rapide des technologies de missiles de la Chine et de la Russie. La révision du système antimissiles a été révélée jeudi et c'est la première du genre en neuf ans. Le rapport met en garde contre la Chine et la Russie qui continuent à affiner leurs technologies de missiles, notamment les ultra-rapides hypersoniques, qui ne peuvent pas être interceptés par les systèmes de défense conventionnels. La révision propose de déployer des détecteurs ultra-performants dans l'espace pour stopper ces menaces. Elle encourage également le développement d'armes laser capables d'intercepter des missiles peu après leur lancement. Le rapport décrit la Corée du Nord comme une « menace extraordinaire » et avertit que le pays s'apprête à acquérir la capacité de frapper le continent américain par missile balistique. Il indique également une augmentation du nombre d'intercepteurs au sol et le déploiement de deux systèmes de radars dernier cri dans la région du Pacifique, y compris à Hawaï.

(Radio Japon international, le 18-01-2019)

Le président américain Donald Trump vient de révéler sa nouvelle stratégie de défense antimissile. Grande nouveauté : les États-Unis souhaitent positionner une partie de leur bouclier antimissile dans l'espace. Pour cela, ils envisagent d'équiper des satellites de capteurs spéciaux destinés à suivre la trajectoire des missiles ennemis, voire de déployer un système d'interception dans l'espace. Ce nouveau dispositif permettrait notamment de frapper les missiles ennemis dès leur phase d'accélération, au lieu de les intercepter en vol, comme c'est le cas actuellement. Concernant la Corée du Nord, le document la qualifie de « menace extraordinaire » et appelle à rester vigilant, estimant que ses missiles peuvent atteindre le continent américain plus rapidement.

(KBS World Radio, le 18-01-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

L'avion de combat chinois *Shenyang J-31* serait une copie du *F-35 Lightning II*...

Le nouveau chasseur chinois *Shenyang J-31* serait une copie du *F-35 Lightning II* américain. Selon des experts, les Chinois ne se sont pas fixés pour objectif de reproduire les technologies de furtivité de l'original, mais de construire un clone bon marché pour le vendre à des pays ne pouvant se permettre l'achat du F-35. Selon *Popular Mechanics*, l'unique différence entre le *Shenyang* et le *Lightning II* réside dans le fait que le premier a deux moteurs au lieu d'un seul chez l'original. Le média rappelle qu'en 2016, un Américain d'origine chinoise avait été condamné pour espionnage. Il aidait un groupe de hackers chinois à pirater les serveurs de Lockheed Martin afin de dérober d'importantes informations secrètes sur le F-35.

(Press TV, le 15-01-2019)

En Ukraine, adoption d'un projet de loi permettant d'accélérer les procédures d'importations d'armes...

Le parlement ukrainien a adopté jeudi un projet de loi permettant au ministère de la Défense d'importer directement des armes dans le but d'accélérer les procédures d'importation et de réduire les dépenses

des services intermédiaires. Le projet de loi a été approuvé par 236 voix au parlement, dépassant le minimum de 226 voix requis, a rapporté l'agence de presse gouvernementale *Ukrinform*. La nouvelle législation autorise le ministère de la Défense à acheter des équipements militaires et des armes à l'étranger sans l'intermédiaire des entreprises spécialisées de l'association d'entreprises de l'industrie de la défense en Ukraine, *Ukroboronprom*. Le texte final de la législation n'a pas encore été publié sur le site internet du parlement. La loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication officielle. (*Radio Chine internationale, le 18-01-2019*)

... CYBERGUERRE ...

Au Zimbabwe, internet coupé sur ordre du gouvernement...

Le gouvernement du Zimbabwe a ordonné une nouvelle coupure de l'internet a annoncé vendredi le principal opérateur téléphonique du pays, en pleine répression de la fronde contre l'augmentation des prix des carburants. L'accès à l'internet avait déjà été interrompu mardi, mais partiellement rétabli mercredi soir. « Nous avons reçu l'ordre de bloquer totalement l'accès à l'internet jusqu'à nouvel ordre » a annoncé vendredi l'opérateur téléphonique Econet dans un texto envoyé à ses clients. « Nos avocats nous ont conseillé de nous soumettre à cette instruction en attendant une décision de justice sur sa légalité. La précédente directive est déjà contestée devant la justice » a ajouté Econet. « Nous présentons nos sincères excuses pour les désagréments causés par des décisions du gouvernement sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle » a continué l'entreprise. Le Zimbabwe a été le théâtre en début de semaine de violentes manifestations contre la forte hausse des prix des carburants à la pompe décrétée par le gouvernement, dans un pays dévasté par une grave crise économique. Dans les principales villes, la capitale Harare et Bulawayo, de nombreux commerces ont été pillés, des bâtiments et des voitures brûlées par la population en colère. Les forces de l'ordre ont violemment réprimé la contestation. Au moins trois personnes ont été tuées selon les autorités, mais le nombre des victimes est bien supérieur à en croire des ONG qui avancent un bilan allant jusqu'à seize morts. (*Africa N°1, le 18-01-2019*)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67